

THEMA

FINANCE

Cachez ces bonus que je ne saurais voir !

Bernard Thomas

Le néolibéralisme est mort ! Ou presque... Car tel des zombies, les dogmes du libre marché reviennent hanter la planète. Retour sur le débat des bonus.

Jusqu'au début des années 1980, le métier de banquier avait la réputation d'être réglé, calme, voire quelque peu ennuyeux. Aux Etats-Unis on parlait de la règle du « 3-6-3 » : emprunter à trois pour cent, prêter à six pour cent, puis, à trois heures de l'après-midi, partir jouer au golf. Vint le temps de la dérégulation des marchés de la finance. Trois décennies effrénées, rythmées par des slogans novlangue comme « diversification » « prise de risque » et « décloisonnement », durant lesquelles les « Wonder Boys » de la finance s'enrichirent en créant des produits financiers de plus en plus déconnectés de la réalité. En 2005, alors que l'épargne mondiale avoisinait les 11.000 milliards de dollars, la somme des capitaux financiers en circulation représentait plus de 800.000 milliards. La bulle enflait et enflait... et puis : krach !

Aujourd'hui, une année plus tard, tout le monde semble d'accord : finis les excès et les indécences, il faut moraliser le capitalisme ! Dans la ligne de mire : les rémunérations variables (bonus) des traders. En France, Laurence Parisot, présidente de l'organisation patronale Medef réclame « plus d'éthique » au vu des « ex-

cès insupportables ». En Allemagne, le « Bundesverband deutscher Banken » pense que les paiements de bonus « devraient être versés à long terme ». Au Luxembourg, le ministre des Finances, Luc Frieden (CSV) n'est pas contre les bonus en soi, mais veut en limiter les « excès ». L'appât des bonus, argumente-t-il, aurait conduit les managers des banques à « prendre de très grands risques ».

Indignation et silences

Profitant de l'occasion pour redorer son blason de « dernier communiste » européen, Jean-Claude Juncker, toujours très candide devant les médias étrangers, confie son indignation à la radio allemande. Nous serions devant une lacune de justice sociale : « Les Etats et les gouvernements, et donc directement ou indirectement le contribuable, ont dû sauter dans la brèche pour faire redémarrer l'économie financière et l'économie réelle (...) On ne peut pas, au moment où les uns paient de leur poche, se la remplir. » Et de mettre en garde : « Les gens ne l'acceptent pas et vont se défendre. » Mi-août, dans la presse allemande, Jean-Claude Juncker avait même exprimé sa crainte de voir se développer « des agitations sociales importantes ».

Le consensus politique et moral semble tellement écrasant que même l'Association des banques et

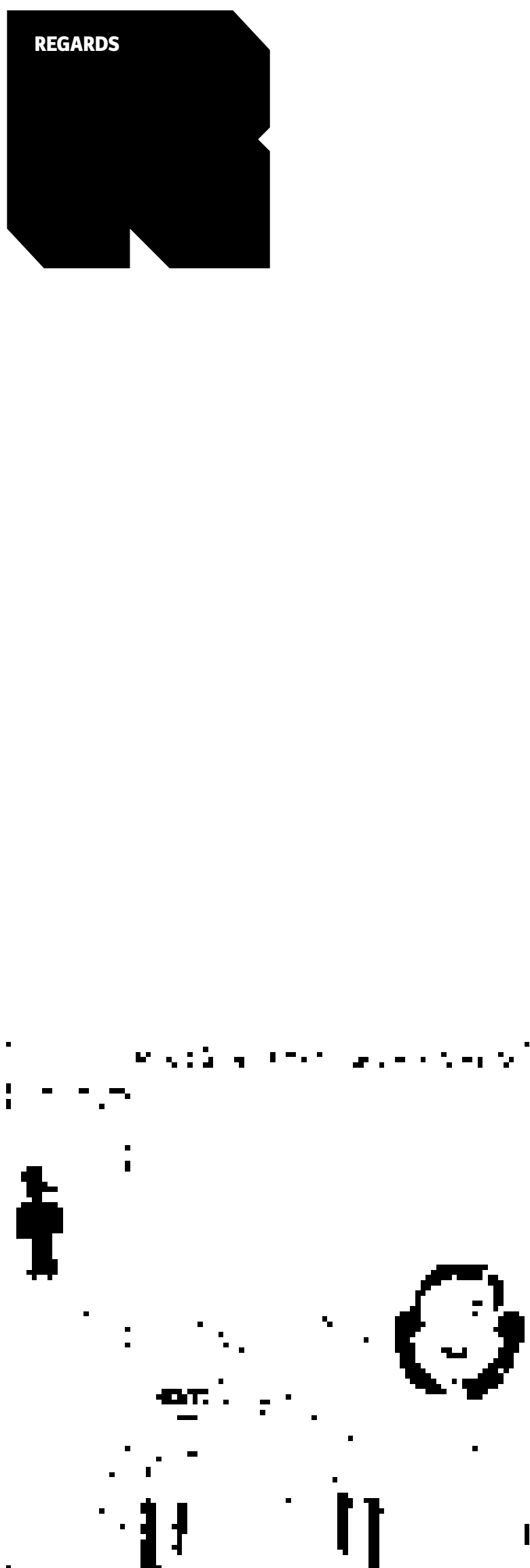




PHOTO: WWW.FLICR.COM/NAERSJOEN

No more honey ?
Ci-dessus ruche du boulevard Royal.

banquiers Luxembourg (ABBL) refuse de s'avancer sur ce terrain glissant. Serge de Cilla, membre du comité exécutif de l'association, affirme face au woxx : « Ce sujet ne fait pas partie de notre mandat ; c'est aux banques, en interne, de voir cela ». Même silence radio chez le DP, où nos appels téléphoniques sont restés sans réponse.

Reste que, pour quelques-uns, limiter les bonus n'est pas une réponse suffisante à la crise. Interrogé par le woxx, André Hoffmann (déi Lénk) affirme qu'il faut mettre en question le concept même de bonus. « Ces bonus, qu'est-ce qu'ils rémunèrent ? Des activités de spéculation aux conséquences souvent néfastes pour les populations. » Même son de cloche chez le pape, qui est pour une limitation des bonus, mais, comme le précise le cardinal André Vingt-Trois : « L'honnêteté des activités d'échange ne suffit pas à fonder une société véritable, qui suppose davantage et plus profondément la logique du don et le principe de gratuité. » Amen!

Or la messe n'est pas dite. Le week-end dernier à Londres, lors de la réunion de préparation pour le G 20, les ministres des finances n'ont pas retenu la proposition de la France qui voulait plafonner les montants des bonus. La conclusion finale de la réunion recommandait juste de rendre « plus transparents » la structure et le montant des bonus et d'étaler leur versement sur plusieurs années, afin

de dissuader les prises de risque à court terme. Sauf surprise, le G 20 de Pittsburgh, qui se tiendra fin septembre, devrait donc se prononcer pour un encadrement des bonus, sans toutefois fixer un plafond. Les bonus des banquiers et la logique qui les légitime n'y seront pas mis en question.

En fin de compte, l'indignation généralisée risque donc de se révéler stérile. Car s'il est vrai que la question des bonus est surtout symbolique - un « épiphénomène » selon Susan George (Attac France) -, elle montre néanmoins combien il reste difficile de réguler ne serait-ce que les formes les plus grotesques prises par le système financier mondial.

Virage manqué

Comme l'a noté récemment l'économiste et prix Nobel 2008, Paul Krugman : « Il est difficile de ne pas avoir l'impression que quelque chose de crucial est en train d'être raté. Comme si nous étions à ce qui devrait être un tournant, sans savoir prendre le virage ». Jean-Claude Juncker a préféré une métaphore archéologique : « Je constate avec inquiétude », déclarait-il au Rheinischer Merkur, « que la poussière soulevée par cette crise mondiale est en train de se reposer lentement et de couvrir les dérivés (...) Il faudra souffler dans cette poussière. »

Mais ces propos s'essouffent rapidement à la lecture du programme de coalition du gouvernement Juncker-Asselborn II. La question de la place financière y est traitée en trois paragraphes dans lesquels reviennent surtout les vieux termes de « diversification », « promotion » et « compétitivité ». Le vilain mot de « régulation » n'y tombe pas ; on préfère pudiquement parler de « surveillance professionnelle ».

Certes, tout le monde, banquiers inclus, s'accorde pour dire que le système financier mondial a besoin de nouvelles règles. Le week-end dernier, les banquiers centraux se sont réunis à Bâle, afin de discuter de nouveaux murs californiens pour la finance mondialisée. Les banques devront « renforcer » leurs liquidités et capitaux propres, sans que, pour l'instant, le montant de cette réserve tampon soit précisé. Interrogé par le woxx, Serge de Cilla voit une « tendance généralisée » vers moins de prises de risque et vers des bilans « aux dimensions plus normales ». Un « retour aux sources » en quelque sorte, surtout de la part de clients « plus prudents » qui « veulent des produits financiers qu'ils sont en mesure de comprendre ». Quant aux nouvelles règles définies à Bâle, De Cilla déclare les « approuver », mais ajoute : « Déjà aujourd'hui, le secteur financier est le secteur le plus réglementé qui existe ; pendant la dernière

décennie, nous avons été bombardés par des directives de l'Union Européenne » et pointe le « danger d'une sur-réglementation ».

Le débat actuellement mené autour de la régulation des marchés financiers est un débat hautement technique, d'« experts ». Comme si les seuls à comprendre encore la complexité des rouages des places financières internationales étaient les banquiers eux-mêmes. Malgré un crash total évité de justesse grâce à un investissement colossal d'argent public, un débat public et politique sur le rôle que devra jouer les instituts financiers mondiale et surtout sur qui devra les contrôler n'a pas eu lieu. A l'inverse des années 1930 qui avaient vu l'instauration d'une régulation très stricte du système bancaire (en 1933, aux Etats-Unis, le Glass Steagall Act interdisait jusqu'en 1980 aux banques de dépôt d'investir en Bourse), ceci reflète en premier lieu la faiblesse d'une gauche qui n'a su ni proposer, ni imposer des alternatives. Aujourd'hui, à peine une année après avoir frôlé l'abysse, des résistances contre une réglementation - même la plus basique - refont surface. La chose la plus stupéfiante dans la situation actuelle est qu'après 12 mois de crise, presque rien n'a changé.